

du fait que les Canadiens vivent dans une harmonie relative et une liberté entière et peuvent jouir de toutes les possibilités qu'offre le Canada, et ce dans les deux langues officielles. Bien des portes du monde des affaires qui, dans les années 60, étaient fermées aux francophones étaient aussi fermées aux Canadiens irlandais, au néo-canadiens et aux juifs. Les préjugés englobent parfois tout.

C'est pourquoi le séparatiste fervent justifie actuellement l'indépendance par le motif économique. L'accès aux leviers de commande passe par le contrôle de l'économie. Certains hommes politiques québécois, comme certains hommes politiques d'autres provinces et même de la Chambre des communes, ont soif de pouvoir. Mais il faut se demander ce que l'on fait une fois que l'on a le pouvoir. Le Parti Québécois est indéniablement déterminé, par une politique de graduation, à prendre les leviers de commande économiques de la province, coûte que coûte.

Le message qu'adresse la Parti Québécois au Québec est séduisant, certes, mais quand—comme j'ai pu le faire en différentes occasions au cours de mes 18 mois à l'Assemblée nationale du Québec—j'ai voulu poser la question carrément à l'un ou l'autre des ministres, en tête-à-tête, après les heures de travail, comme cela arrive souvent ici, il a eu beaucoup de mal à préciser quel pouvoir, quelle concession, ou quel changement à la constitution il demanderait si l'occasion s'en présentait car—et je reviens à ma thèse—le fédéralisme, en dépit de ses faiblesses, est le genre de gouvernement tout indiqué pour un grand pays comme le nôtre.

Des voix: Bravo!

M. Mackasey: J'estime en outre qu'il est bon, à mesure que le débat s'anime et que la date cruciale approche, de nous rappeler que bien des partisans du séparatisme au Québec s'inspirent d'un souci légitime. C'est leur droit, dans notre société, d'appuyer la forme de gouvernement qui leur plaît. Certains d'entre eux sont convaincus que sans un Québec indépendant, leur langue et leur culture disparaîtront. Certains d'entre eux sont convaincus qu'il serait économiquement plus avantageux que la province se sépare.

C'est une erreur, que certains ont tendance à commettre, de considérer ceux qui prêchent l'indépendance ou la séparation comme des mystiques, des illuminés ou des phénomènes. Au cours des 18 mois que j'ai passés à l'Assemblée de Québec, j'ai parfois été presque séduit par l'éloquence et les arguments de certaines personnes profondément convaincues que le pays a tout intérêt à se scinder en deux parties qui conserveraient une certaine forme d'association.

Je pense qu'à long terme, une menace tout aussi grave pèse sur l'avenir du Canada si nous affaiblissons davantage le gouvernement central dans les domaines où il est important qu'il soit fort. Le plus grand danger pour notre pays est la perpétuation des disparités régionales et de l'inégalité des chances. Pour offrir aux jeunes des provinces de l'Atlantique des chances égales à celles dont jouissent les jeunes qui vivent dans le Canada central, à Toronto, Montréal ou d'autres grandes villes, si près de nos grands centres d'éducation et de savoir, il faut que le gouvernement central soit assez fort, non pas pour s'attribuer tous les pouvoirs, mais pour agir sur les leviers économiques qui peuvent garantir à tous ces jeunes l'égalité des chances à tous les points de vue.

L'Adresse—M. Mackasey

Si nous refusons au gouvernement central cet accès au capital, à l'argent, alors inévitablement nous refuserons aux habitants des provinces les moins privilégiées un statut égal dans des programmes aussi fondamentaux que l'assurance-maladie et l'éducation, ils n'auront pas les mêmes chances que les autres de jouer un rôle important dans leur pays ou d'avoir accès aux meilleurs professeurs et aux meilleures universités. Cela va de pair, et si nous continuons à n'avoir pas de politique ou à appliquer une politique tendant à affaiblir le gouvernement central au point que les pauvres deviennent de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches, alors inévitablement, la Confédération connaîtra dans dix ans des difficultés encore pires que celles que lui impose le Parti Québécois dans sa détermination à diviser le pays.

● (1650)

[*Français*]

Monsieur l'Orateur, je veux tout simplement dire à mes concitoyens du Québec que ce pays appartient à tous les Canadiens et il est inconcevable que les francophones québécois optent pour l'indépendance, privant ainsi leurs enfants et petits-enfants des avantages innombrables qu'offre le Canada. Ce pays a été exploré par des francophones canadiens. Aussitôt leur arrivée, monsieur le président, sur notre continent, les Français de France se sont empressés de fouiller ses rivières, d'explorer ses endroits sauvages, de fonder des hameaux et des avant-postes. Les Québécois se sont battus pour le Canada dans deux guerres mondiales dans des pays étrangers. Leurs poètes, écrivains, politiciens, intellectuels, hommes d'affaires, tous ont contribué largement à l'évolution de ce qui doit être considéré l'un des pays les plus prospères et les plus libres au monde.

Ceux qui osent suggérer aux Québécois après tout cela qu'ils devraient renier ce à quoi ils ont contribué pour emprunter la route de l'indépendance ne peuvent prétendre avoir l'intérêt des Québécois à cœur. L'on serait plutôt porté à croire que ceux qui préconisent cette ligne d'action insouciantes sont plus intéressés au pouvoir qu'à la justice.

[*Traduction*]

Finalement, je dirais que quel que soit le résultat du référendum—et particulièrement si le «non» allait triompher, et je dis si, car cela est très hypothétique—il faudra, par des changements constitutionnels, céder aux provinces les pouvoirs dont elles ont besoin pour garder leur identité régionale, leurs traits culturels et ce qui fait l'originalité aussi bien des Maritimes que de l'Ouest. En même temps, il faudra renforcer le gouvernement central dans les domaines où il est essentiel qu'il soit puissant et qu'il ait les ressources nécessaires pour rendre justice à tous dans notre grand pays.

L'un des avantages que les nouveaux députés apprécieront à la Chambre—un avantage accessoire, pour ainsi dire, est qu'ils auront l'occasion de connaître leur pays, chose que ne peuvent faire la majorité des Canadiens, étant donné son immensité. Je suis certain que je n'aurais jamais eu l'occasion, et peut-être même le goût, de visiter l'intérieur de la Colombie-Britannique, d'être saisi par la majesté des Rocheuses par un jour ensoleillé, de les survoler, de m'enfoncer dans la vallée de l'Okanagan, enfin d'être ébloui par les splendeurs de cette partie du globe, de s'émerveiller devant les champs de blé à l'automne et, enfin, pour finir, que ce soit en Colombie-Britannique.